



COMMUNE DE SAINT-DENIS-EN-VAL

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 FEVRIER 2025

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est un moment essentiel dans le cadre de l'élaboration du budget communal. Première étape du cycle budgétaire annuel, il doit permettre au Conseil municipal de débattre des orientations financières de la commune.

Selon l'article L.5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présentation des orientations budgétaires dans lesquelles devraient s'inscrire les prochains budgets de la Commune doit être effectuée dans un délai de 10 semaines précédant le vote du budget primitif.

Il est transmis au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre.

Le débat doit être éclairé par la présentation préalable d'un rapport sur les orientations budgétaires, mais également sur les engagements pluriannuels ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

S'agissant plus particulièrement de la Commune de Saint-Denis-en-Val, la présentation du DOB est l'occasion pour la municipalité d'affirmer la poursuite de ses engagements, de présenter les moyens de financer les projets et les politiques mises en place.

Le présent rapport énonce les grandes orientations budgétaires pour 2025, en tenant compte des éléments de contexte connus à ce jour, liés à la crise économique et financière.

SOMMAIRE

Introduction

1. Le contexte économique et politique incertain

- 1.1 Une croissance mondiale atone
- 1.2 La politique monétaire et l'inflation
- 1.3 L'horizon économique pour la France
- 1.4 Les différentes mesures du projet de loi de finances

2. Les recettes de fonctionnement de la commune

- 2.1 La fiscalité directe
- 2.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal
- 2.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement
- 2.4 La structure des recettes réelles de fonctionnement

3. Les dépenses de fonctionnement de la commune

- 3.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante
- 3.2 Les charges de fluides
- 3.3 Les charges de personnel
- 3.4 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune
- 3.5 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement
- 3.6 La structure des dépenses de Fonctionnement

4. L'endettement de la commune

- 4.1 L'évolution de l'encours de dette
- 4.2 La solvabilité de la commune

5. Les investissements de la commune

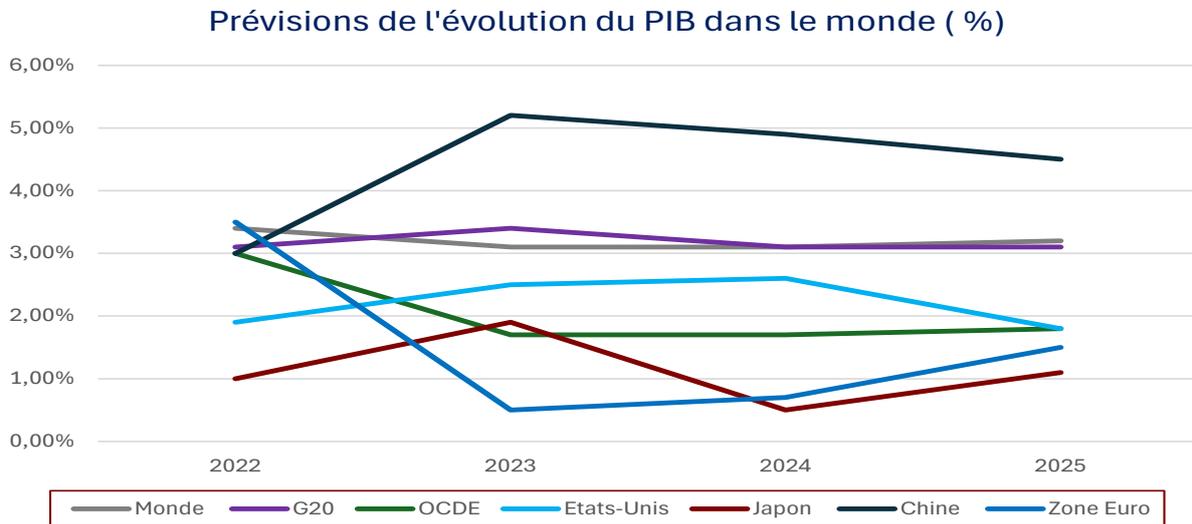
- 5.1 Les épargnes de la commune
- 5.2 Les dépenses d'équipement
- 5.3 Les besoins de financement pour l'année 2025

6. Les ratios de la commune

Introduction

1. Un contexte économique et politique incertain

1.1 Une croissance mondiale atone



Source : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE, VOLUME 2024

Les prévisions de différents organismes, en particulier celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), indiquent que la croissance mondiale devrait ralentir par rapport à la période antérieure au COVID, avec une croissance estimée à 3,1 % dans le monde en 2024 et à 3,2 % de PIB réel en 2025.

Les conséquences de ce ralentissement ne seront cependant pas uniformes. S'agissant des grandes économies, les Etats-Unis bénéficieraient d'une croissance de 2,6 % en 2024 mais celle-ci ralentirait sévèrement pour s'établir à 1,8 % en 2025. S'agissant des pays du G20, celle-ci stagnerait à 3,1 % en 2024 et 2025. La Chine garde une croissance relativement soutenue, mais dans une tendance baissière avec une croissance attendue de 4,9 % en 2024 et 4,5 % en 2025. Pour la zone euro, les prévisions tablent sur 0,7 % de croissance en 2024 et presque 1,5 % en 2025.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit une croissance du volume d'échange commerciaux mondiaux de 2,6 % en 2024 et 3,3 % en 2025. Néanmoins, les tensions au Moyen-Orient, les relents inflationnistes persistants, une politique monétaire resserrée avec des taux d'intérêts qui tardent à baisser et les résultats de l'élection américaine de novembre créent un climat d'incertitudes qui pèse sur la croissance.

1.2 La politique monétaire et l'inflation

Le combat contre l'inflation est en passe d'être gagné avec un repli vers le taux cible. Les chiffres de l'OCDE indiquent 3,43 % d'inflation dans la zone OCDE mais 2,16 % (2,2 % selon la Banque Centrale Européenne) dans la zone euro, 2,05 % aux Etats-Unis et 1,95 % au Japon.



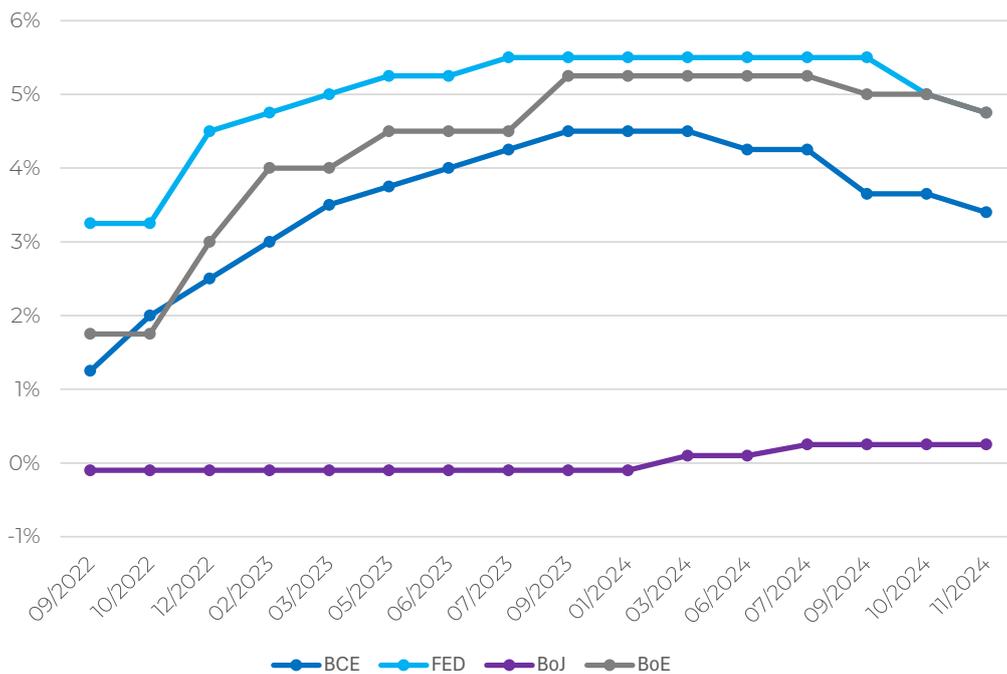
Pour la France, l'inflation sur un an est repassée sous la barre des 2 % au mois d'août 2024 indique l'INSEE, sous l'effet de la diminution des prix de l'énergie et de l'atténuation des tensions au sein des chaînes d'approvisionnements.

La Réserve fédérale des États-Unis (FED) n'a pas abaissé ses taux directeurs, les maintenant à hauteur de 4,50 %. Pour sa part, le 12 septembre 2024, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une nouvelle baisse de taux et un resserrement de l'écart entre le taux des opérations principales de refinancement et le taux de la facilité de dépôt, qui est désormais à 3,15 %.

Actuellement les taux de refinancement sont :

- Pour la BCE, à 3,15 % contre 3,65 % fin 2024 et 4,5 % en septembre 2023. Il était nul au 1er janvier 2022.
- Pour la FED, à 4,50 %, contre 4,75 % fin 2024 et 5,5 % en septembre 2023. Il était de 0,25% au 1er janvier 2022.
- Pour la Bank of England, à 4,75 % actuellement contre 5 % fin 2024. Il était de 0,25 % au 1er janvier 2022.
- Pour la Bank of Japan, à 0,50%, contre 0,25% en janvier 2025. Il était également de 0,25% fin 2024.

Evolution des taux directeurs



1.3 L'horizon économique pour la France

Evolution du produit intérieur brut (PIB) %



Source : INSEE, comptes nationaux trimestriels

La Banque de France, se basant sur les données de l'INSEE, table sur une croissance de 0,8 % du PIB en 2024 et 1,2 % en 2025. Une reprise est donc attendue pour l'année 2025.

L'inflation, qui est descendue en dessous de 2 % en août 2024 et devrait se stabiliser à 1,7 % en 2025, notamment grâce à une baisse des coûts énergétiques, conjuguée à un desserrement de la politique monétaire de la BCE, devrait contribuer à une relance de l'économie française.

	2022	2023	2024	2025	2026
PIB réel	2,6	1,1	0,8	1,2	1,6
IPCH	5,9	5,7	2,5	1,7	1,7
IPCH hors énergie et alimentation	3,4	4,0	2,5	2,2	1,9
Taux de chômage en fin d'année ⁽¹⁾	7,1	7,5	7,6	7,9	7,6

Tableau issu Projections macroéconomiques – Juin 2024 Banque de France

La consommation des ménages serait de nouveau un moteur pour la croissance française au même titre que l'investissement des entreprises qui devrait rebondir en 2025, notamment avec la détente progressive des taux d'intérêt, qui favoriserait les investissements des entreprises. Les derniers chiffres du chômage indiquent que celui-ci, pour les demandeurs d'emploi de catégorie A, se situe à 7,4 % en janvier 2025, en progression sensible de 4 % (+ 113 800) par rapport au trimestre précédent.

Le pouvoir d'achat des ménages devrait progresser, principalement grâce à la reprise des salaires réels, tenant compte de l'inflation.

Néanmoins, la situation des finances publiques, avec un déficit très élevé de plus de 5,5 % du PIB et un endettement au sens de Maastricht de plus de 110 % pèse sur les projections économiques, en particulier dans un contexte d'incertitude politique.

1.4 Les différentes mesures du projet de loi de finances

La dissolution de l'Assemblée nationale puis la censure du Gouvernement de Michel Barnier ont fortement perturbé le calendrier budgétaire de l'Etat.

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) a été rejeté par l'Assemblée nationale au terme de la procédure de l'article 49.3. Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025, qui poursuivait son parcours au Sénat, est ainsi automatiquement devenu caduque.

Une loi spéciale a été promulguée le 20 décembre 2024 pour autoriser la perception des impôts existants et le recours à l'emprunt jusqu'au vote d'une loi de finances initiale. Conformément à la loi organique relative aux lois de finances, les dépenses de l'Etat peuvent être autorisées par décrets du Premier ministre, en reconduction des crédits 2024.

Certaines mesures concernant les collectivités sont indépendantes de la loi de finances et entreront en vigueur en 2025. Cela concerne notamment la revalorisation des bases fiscales. L'indexation sur l'indice des prix à la consommation harmonisé, prévue à l'article 1518 bis du CGI, atteint 1,7 %.

Le Sénat a repris la lecture du PLF et a adopté l'ensemble du texte le 23 janvier. Une commission mixte paritaire s'est réunie le 30 janvier 2025 et est parvenu à un accord entre les deux Chambres. Le Premier Ministre a décidé de recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le budget 2025.

Le Gouvernement s'est engagé à ramener le déficit à 5,4%, après avoir réduit la prévision de croissance du PIB à 0,9%. La contribution des collectivités locales à la baisse du déficit public a été ramenée à 2,2 Md€ contre 5 Md € dans la version initiale du PLF.

Cette contribution repose sur différentes mesures :

- **Instauration d'un « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales » (DILICO)**

Dans la première version du PLF, 450 collectivités dépassant les 40 M€ de recettes réelles de fonctionnement, étaient appelées à participer à l'effort de redressement des comptes publics en contribuant à hauteur de 2 % de leurs recettes de fonctionnement à un « fonds de précaution »

Ce dispositif a été remis en cause par le Sénat, qui, en lieu et place, a adopté un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO) d'un milliard d'euros réparti en 3 enveloppes : « communes et EPCI » à hauteur de 500 M€, « Départements » pour 220 M€ et « Régions » pour 280 M€.

Les sommes seront prélevées sur les douzièmes de fiscalité. Les contributions mises en réserve seraient ensuite reversées aux collectivités concernées les 3 années suivantes, par tiers.

10% des sommes reversées seraient affectées aux fonds de péréquation (FPIC pour le bloc communal, fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux pour les Départements, et Fonds de solidarité régional pour les Régions).

Les collectivités les plus fragiles, parmi les premières éligibles à la DSU et à la DSR, seront exemptées du DILICO.

Le montant du DILICO est déterminé à partir d'un indice synthétique calculé à partir du potentiel financier (communes) ou fiscal (EPCI) et du revenu moyen par habitant. Les collectivités dont l'indice synthétique dépasse 110% de l'indice moyen seront contributrices, dans la limite de 2 % des recettes réelles de fonctionnement.

- **Gel des fractions de TVA**

Les fractions de TVA affectées aux EPCI, Départements et Régions, en compensation de la taxe d'habitation et de la CVAE sont gelées à leurs niveaux de 2024, malgré les engagements antérieurs de l'Etat.

A compter de 2026, la TVA sera indexée sur la dynamique de l'année précédente. Pour rappel, en 2024, l'erreur de prévision de croissance de la TVA (0,8 % de croissance réelle, contre 4,8% en loi de finances) s'est traduite par un ajustement de 1,9 Md€ des budgets locaux (dont 500 M€ pour les EPCI, au titre de la compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la CVAE).

Pour les entreprises, la suppression de la CVAE est reportée de 3 ans (de 2028 à 2030). Ce report permettra à l'Etat, selon le Sénat, de collecter un surcroît de recettes de 6 Md€ de recettes sur la période 2025-2027.

- **Réforme du Fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)**

La première version du PLF reposait sur une réduction du taux de FCTVA de 16,404 %, à 14,85 % à partir du 1er janvier 2025, et limitait le FCTVA aux seules dépenses d'investissement. Cette disposition a été supprimée par le Sénat et ne figure pas dans la loi de finances.

- **Abondement de l'enveloppe nationale de la Dotation globale de fonctionnement**

La DGF sera abondée par l'Etat de 150 M€, par prélèvement sur la DSIL. Cette augmentation permettra de financer, en partie, une nouvelle croissance des dotations de péréquation : + 150 M€ pour la DSR et + 140 M€ pour la DSU. Le manque à financer sera couvert par un prélèvement sur la dotation forfaitaire.

La dotation d'intercommunalité augmentera de 90 M€ (mais sans abondement de l'Etat, contrairement à ce qui s'était passé en 2024). Cette augmentation sera financée par la seule dotation de compensation des EPCI.

La dotation de compensation des EPCI finance non seulement la hausse de la dotation d'intercommunalité, mais aussi une partie de la hausse de la dotation forfaitaire des communes (effet population). Elle devrait baisser en 2025 d'un peu plus de 2%.

A noter : d'ici la notification des attributions 2025 des dotations, les communes et EPCI recevront des avances mensuelles (douzièmes) basées sur les montants définitifs notifiés en 2024. Une fois les attributions 2025 déterminées et notifiées, ces avances seront ajustées en conséquence.

- **Déliation des taux d'imposition de la taxe d'habitation et de la taxe foncière**

Par amendement sénatorial, la Loi de finances supprime la règle de lien entre les taux de la taxe sur le foncier bâti (TFB) et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS). Le taux de THRS pourra, à l'avenir, varier librement, indépendamment du taux de TFB.

- **Augmentation du taux de cotisation de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL)**

Afin de rééquilibrer les comptes de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2025 prévoyait

une augmentation de + 4 points du taux de cotisation des employeurs territoriaux en 2025, puis une augmentation équivalente chaque année jusqu'en 2027.

Sous la pression des collectivités territoriales et des parlementaires, l'augmentation de 12 points du taux de cotisation est lissée sur quatre ans, jusqu'en 2028, soit une augmentation de + 3 points en 2025. Un décret a été publié en ce sens le 31 janvier 2025, avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier de cette année. Le taux de cotisation passera ainsi de 31,65% (taux actuel) à 43,65 % en 2028. Le surcoût pour les collectivités territoriales est estimé à un peu plus de 1 Md€ par an (4,2 Md€ sur 4 ans).

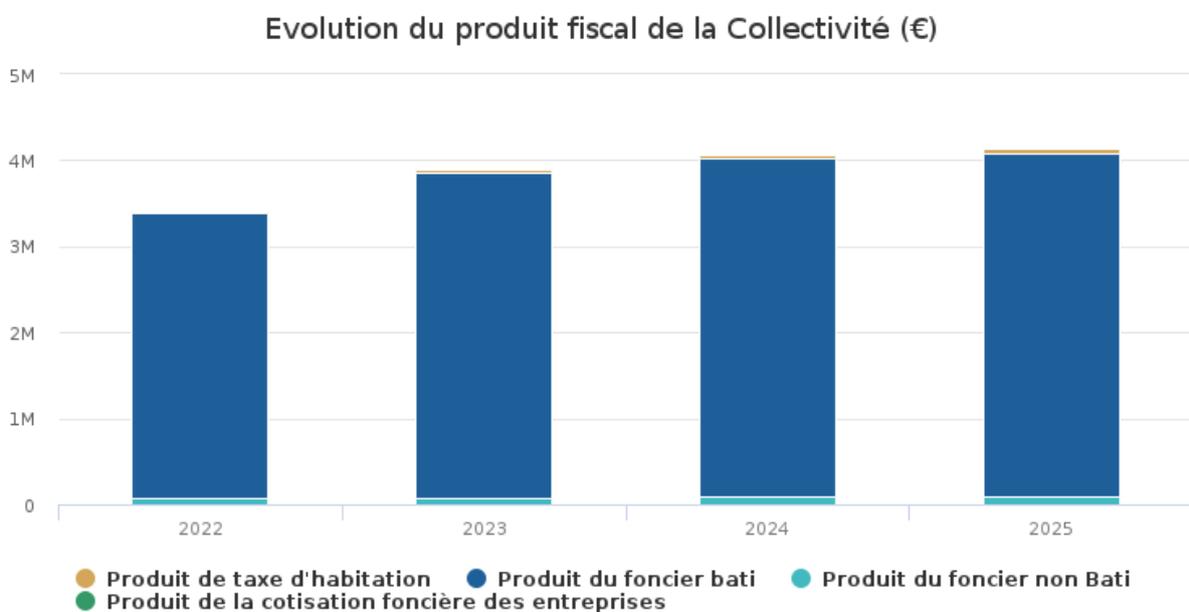
- Diverses mesures en matière de masse salariale

La loi de finances prévoit un gel du point d'indice, ainsi que la suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA). Elle acte le désengagement de l'Etat du financement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale. Le taux d'indemnisation des arrêts maladie des fonctionnaires passera à 90 % du traitement durant les 30 premiers jours d'arrêt (actuellement, 100% dès le 1^{er} jour).

2. Les recettes de fonctionnement de la commune

2.1 La fiscalité directe

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la commune.



Pour 2025 le produit fiscal de la commune est estimé à 4 913 617 € soit une évolution de 0,87 % par rapport à l'exercice 2024.

La commune a décidé de conserver les taux votés en 2024, à savoir :

- Taxe sur le foncier bâti : 45,58 %
- Taxe sur le foncier non bâti : 68,60 %
- Taxe d'habitation : 16,38 %

Le levier fiscal de la commune

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la commune sur le plan fiscal, il s'agit tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la commune dans le total de ses recettes fiscales. Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est ensuite présentée.

Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la commune

Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP	2024-2025 %
Taxes foncières et d'habitation	4 073 113 €	4 615 165 €	4 871 304 €	4 913 617 €	0,87 %
Reversement EPCI (attribution compensation + dotation de solidarité communautaire)	-68 242 €	-68 242 €	-68 242 €	-68 242 €	0 %
Autres ressources fiscales	473 475 €	500 329 €	631 636 €	447 355 €	-29,18 %
TOTAL IMPOTS ET TAXES	4 630 649 €	5 199 555 €	5 587 001 €	5 445 033 €	-2,54 %

Le potentiel fiscal de la commune

C'est un indicateur de la richesse fiscale de la commune. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal de la commune est de 966,61 par habitant, la moyenne du potentiel fiscal des communes en France est de 778,84 par habitant en 2023, de 700 € à 1 712 € suivant les strates de population.

Ce chiffre semble positif pour la commune, or il ne prend pas en compte les recettes de l'ex-taxe professionnelle, qui, si elle a été supprimée dans le cadre de la mise en œuvre de l'intercommunalité à TP unique, continue à être versée aux communes par leur intercommunalité, reversement qui n'est pas juridiquement une recette « fiscale ». **Cela a un impact sur le résultat, et pénalise la commune qui en conséquence ne bénéficie que d'un faible montant de dotation de péréquation nationale**, et non seulement ne perçoit rien du FPIC mais y contribue.

L'effort fiscal de la commune

L'effort fiscal mesure la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés. S'il se situe au-dessus de 1, la commune exerce une pression fiscale sur ses administrés plus forte que les communes au niveau national. Si cet indicateur se situe en-dessous de 1, la commune exerce alors une pression fiscale inférieure à la moyenne nationale.

Pour la commune en 2024 cet indicateur est évalué à 1,25. La commune exerce une pression fiscale sur ses administrés légèrement supérieure aux autres communes et dispose par conséquent d'une faible marge de manœuvre, si elle souhaite augmenter ses taux d'imposition pour dégager davantage d'épargne sur ses recettes réelles de fonctionnement.

Evolution de la fiscalité directe

Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Base FB – commune	7 653 104 €	8 289 774 €	8 613 075 €	8 759 497 €	1,7 %
Taux FB – commune	0,43	0,46	0,46	0,46	0 %
Coef correcteur	-	1.199099	1.199099	1.199099	-

Produit FB	3 310 659 €	3 771 388 €	3 926 046 €	3 992 788 €	1,7 %
-------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------

Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Base FNB	113 360 €	120 920 €	125 636 €	127 772 €	1,7 %
Taux FNB	0,65	0,69	0,69	0,69	0 %

Produit FNB	74 100 €	82 905 €	94 870 €	96 484 €	1,7 %
--------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	--------------

Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Base TH	181 370 €	265 475 €	275 829 €	280 518 €	1,7 %
Taux TH	0,16	0,16	0,16	0,16	0 %

Produit TH	28 297 €	43 485 €	45 181 €	45 949 €	1,7 %
-------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	--------------

Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Produit TH	28 297 €	43 485 €	45 181 €	45 949 €	1,7 %
Produit TFB	3 310 659 €	3 771 388 €	3 926 046 €	3 992 788 €	1,7 %
Produit TFNB	74 100 €	82 905 €	94 870 €	96 484 €	1,7 %
Produit CFE	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Rôles complémentaires	660 057 €	717 387 €	805 207 €	778 396 €	-3,33 %
TOTAL PRODUIT FISCALITE €	4 073 113 €	4 615 165 €	4 871 304 €	4 913 617 €	0,87 %

Rôles complémentaires. Ces rôles peuvent être émis pour chacune des taxes principales et des taxes annexes assises sur les mêmes bases. Ils ont pour effet de mettre à la disposition des collectivités locales un supplément de recettes non prévu lors du vote annuel de leur budget et justifié par une augmentation de la matière imposable non comprise dans les rôles généraux.

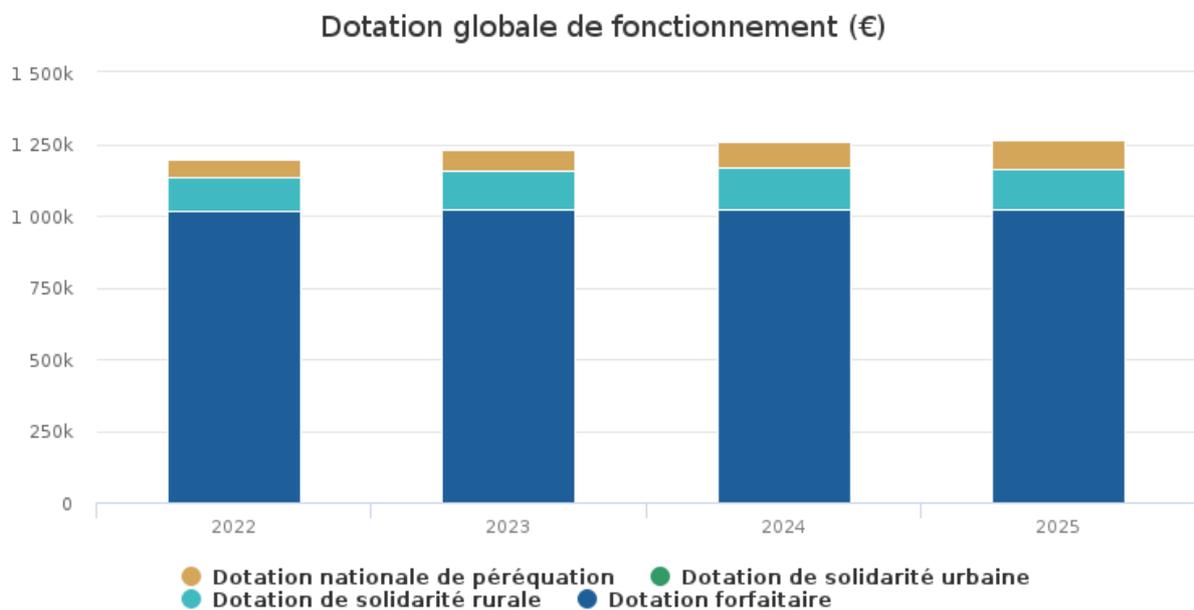
2.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

Les recettes en dotations et participations de la commune devrait s'élever à 1 264 519 € en 2025. La commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.

La DGF de la commune est composée des éléments suivants :

- **La dotation forfaitaire (DF)** correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écrêtement appliqué pour financer la péréquation entre territoires et participer au redressement des comptes publics de l'Etat, a réduit son montant, voire supprimé son bénéfice pour certaines communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** soutient les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.



Évolution des montants de Dotation globale de fonctionnement

Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP	2024-2025 %
Dotation forfaitaire	1 015 822 €	1 019 680 €	1 021 093 €	1 023 000 €	0,19 %
Dotation Nationale de Péréquation	62 106 €	74 527 €	89 432 €	103 018 €	15,19 %
Dotation de Solidarité Rurale	118 122 €	135 926 €	149 463 €	138 501 €	- 7,33%
TOTAL DGF	1 196 050 €	1 230 133 €	1 259 988 €	1 264 519 €	0,36 %

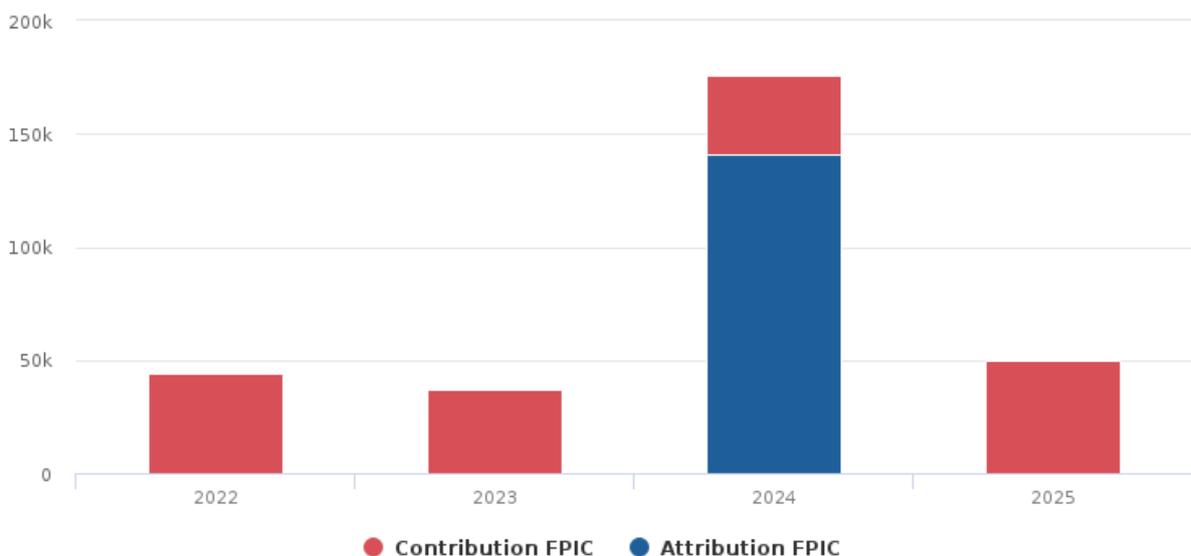
Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC.

Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant de prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI et les communes en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) puis entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

Jusqu'alors uniquement contributrice, la commune s'est vue attribuée du FPIC à hauteur de 141 157 € en 2024.

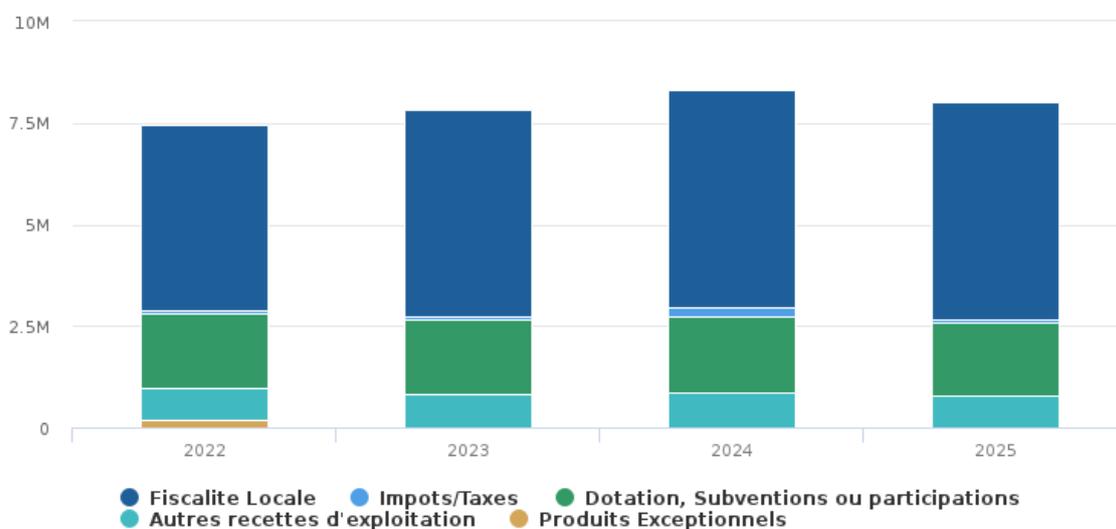
Solde Fonds de Péréquation Communal et Intercommunal



Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Contribution FPIC	44 139 €	37 302 €	34 508 €	50 000 €	44,89 %
Attribution FPIC	0 €	0 €	141 157 €	0 €	-100 %
Solde FPIC	44 139 €	37 302 €	175 665 €	50 000 €	-71,54 %

2.2 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2025

Synthèse des Recettes Réelles de Fonctionnement



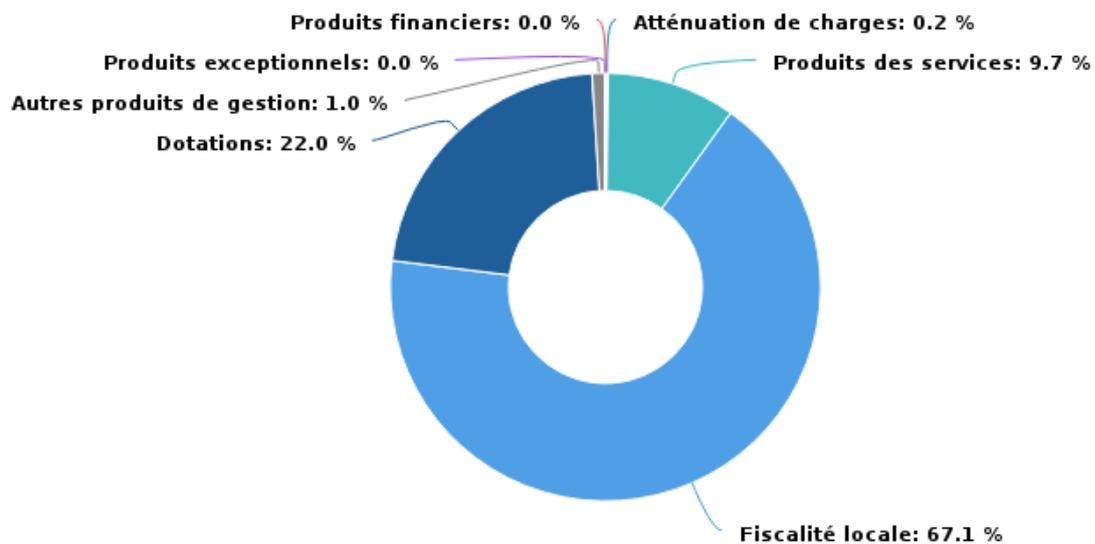
Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP	2024-2025 %
Impôts / taxes	4 630 649 €	5 199 555 €	5 587 001 €	5 445 033 €	-2,54 %
Dotations, Subventions ou participations	1 840 377 €	1 807 804 €	1 870 292 €	1 787 441 €	-4,43 %
Autres Recettes d'exploitation	1 033 684 €	951 220 €	1 023 676 €	883 641 €	-13,68 %
Produits Exceptionnels	201 122 €	11 325 €	5 469 €	0 €	-100 %
Total Recettes de fonctionnement	7 705 836 €	7 969 907 €	8 486 439 €	8 116 116 €	-4,36 %
Évolution en %	- %	3,43 %	6,48 %	-4,36 %	-

2.4 La structure des recettes réelles de fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2025, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 8 116 116 €, soit 1 019,23 € par habitant. Ce ratio est inférieur à celui de 2024 (1 082,18 € / habitant).

Au vu du contexte budgétaire et du vote tardif de la loi de finances 2025, avec notamment l'instauration d'un « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales » (DILICO), les recettes sont estimées avec précaution pour 2025.

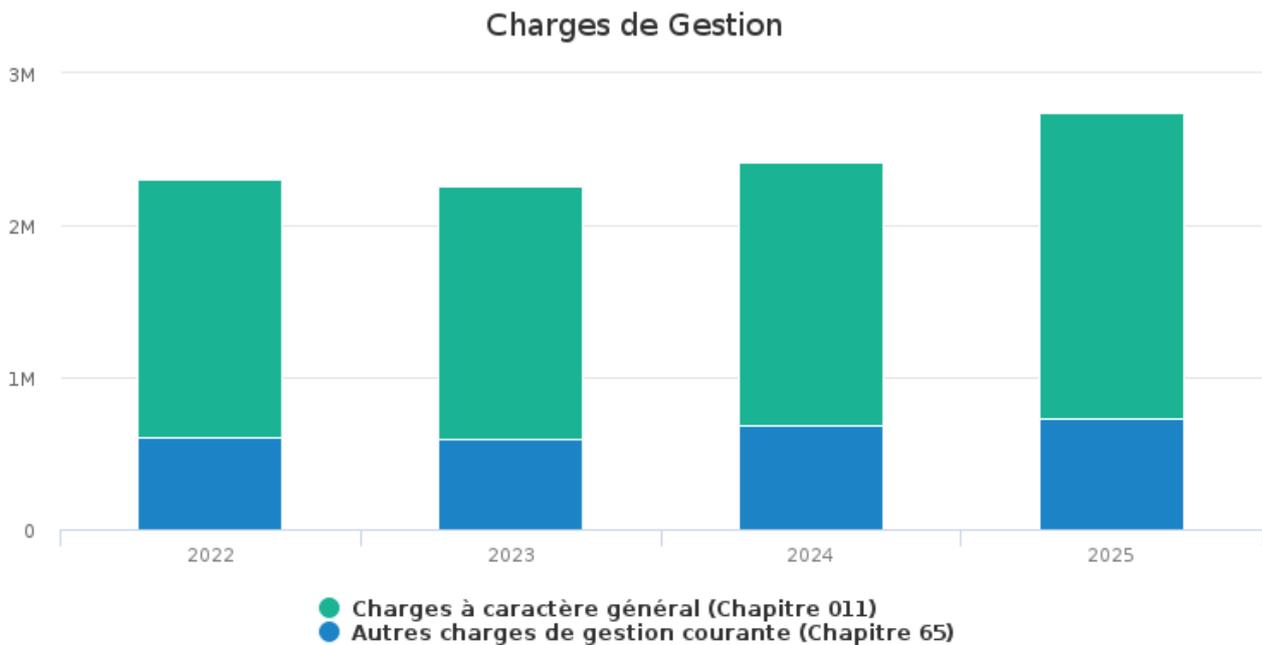
Structure des recettes réelles de fonctionnement



3. Les dépenses de fonctionnement de la commune

3.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

La graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la commune avec une projection jusqu'en 2025. En 2024, elles représentaient 32,16 % du total des dépenses réelles de fonctionnement. En 2025 elles devraient atteindre 35,2 % du total de cette même section.



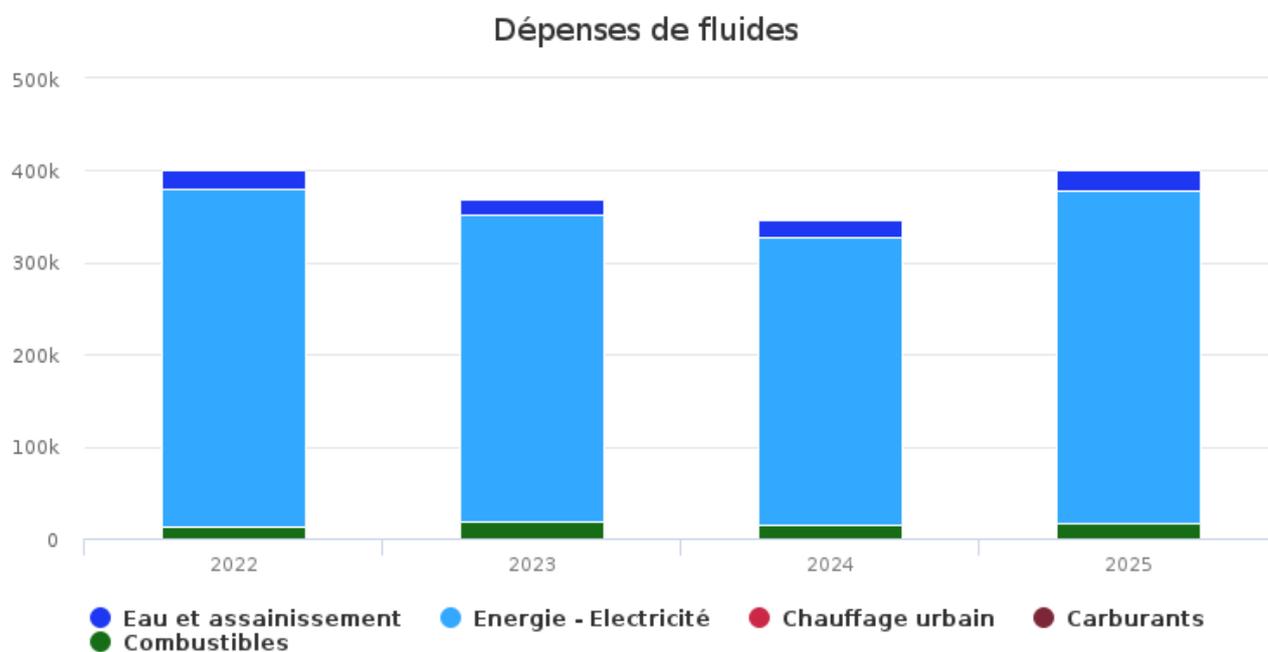
Les charges de gestion, en fonction de budget 2025, évolueraient de 13,63 % entre 2024 et 2025.

Cette hausse s'explique notamment par les prévisions de dépenses de fonctionnement dans le cadre du projet de réhabilitation du groupe scolaire Champdoux avec la location de constructions modulaires ainsi que des prévisions pour la souscription d'un contrat d'assurance dommage ouvrage.

Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP	2024-2025 %
Charges à caractère général	1 702 190 €	1 662 750 €	1 734 020 €	2 009 835 €	15,91 %
Autres charges de gestion courante	604 476 €	599 291 €	679 855 €	733 093 €	7,83 %
Total dépenses de gestion	2 306 666 €	2 262 041 €	2 413 875 €	2 742 928 €	13,63 %
Évolution en %	0 %	-1,93 %	6,71 %	13,63 %	-

3.2 Les dépenses de fluides

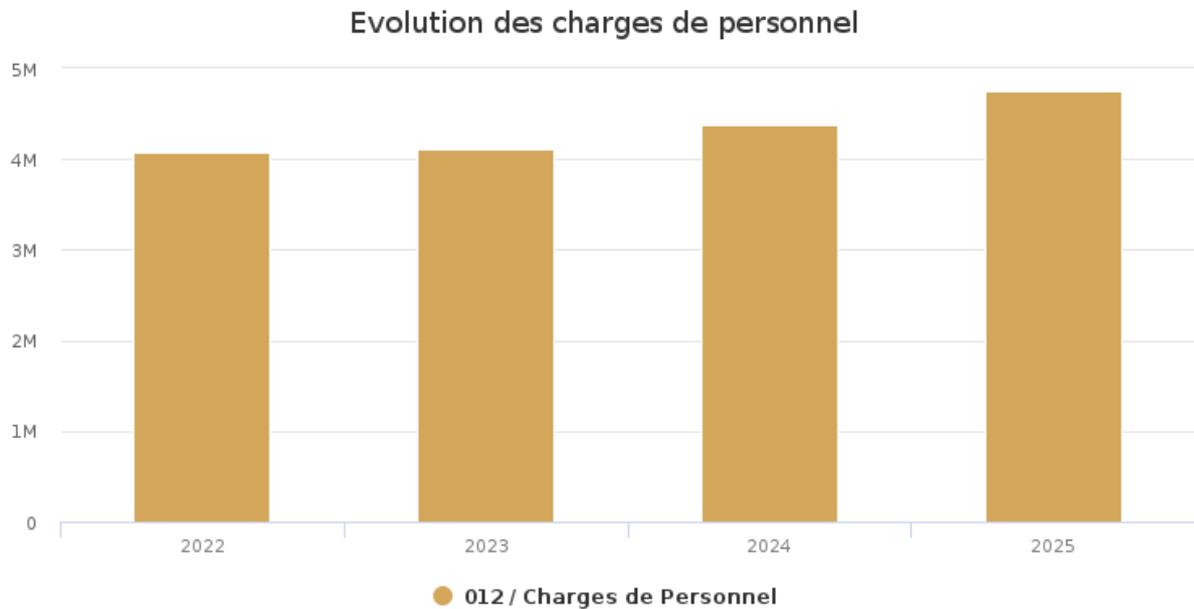
Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de fluides de 2022 à 2025.



Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP	2024 – 2025 %
Eau et assainissement	19 814 €	17 834 €	17 337 €	22 000 €	26,9 %
Énergie – Électricité Chauffage urbain	367 089 €	333 348 €	312 641 €	362 000 €	15,79 %
Carburants - Combustibles	13 614 €	17 903 €	15 847 €	16 085 €	1,5 %
Total dépenses de fluides	400 517 €	369 085 €	345 825 €	400 085 €	15,69 %
Évolution en %	0 %	-7,85 %	-6,3 %	15,69 %	-

3.3 Les charges de personnel

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel de 2022 à 2025.



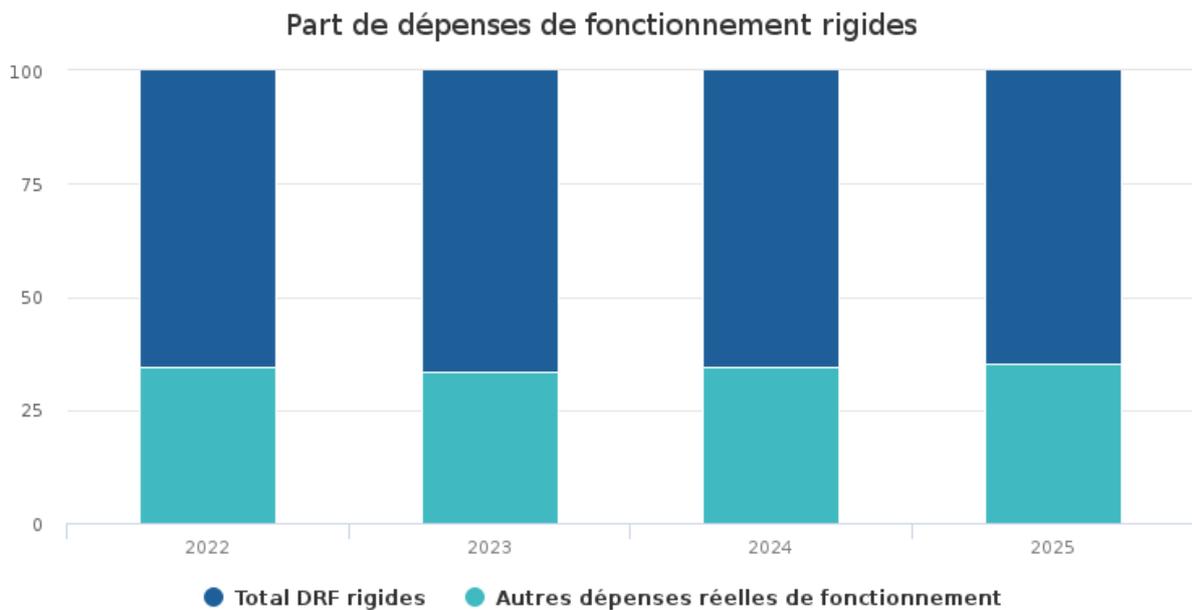
Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP	2024-2025 %
Rémunération titulaires	2 061 503 €	2 032 453 €	2 085 976 €	2 302 000 €	10,36 %
Rémunération non titulaires	394 476 €	444 593 €	433 710 €	513 800 €	18,47 %
Autres Dépenses	1 610 624 €	1 640 527 €	1 861 907 €	1 933 422 €	3,84 %
Total dépenses de personnel	4 066 603 €	4 117 573 €	4 381 593 €	4 749 222 €	8,39 %
Évolution en %	- %	1,25 %	6,41 %	8,39 %	-

A noter que l'augmentation des charges de personnel en 2025 s'explique notamment par deux créations de postes : un poste d'accueil pour l'agence postale communale ainsi qu'un poste d'assistante administrative aux services techniques. Par ailleurs, l'impact de l'augmentation des taux de cotisation CNRACL a été intégré au budget.

3.4 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières. La commune ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet d'engagements contractuels ou de contraintes externes à la collectivité.

Des dépenses de fonctionnement rigides à un niveau conséquent ne sont pas nécessairement problématiques, dès lors que les finances de la commune sont saines. Elles peuvent en revanche le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la commune. A noter que des dépenses rigides existent également au sein des chapitres des charges à caractère général et des autres charges de gestion courante.



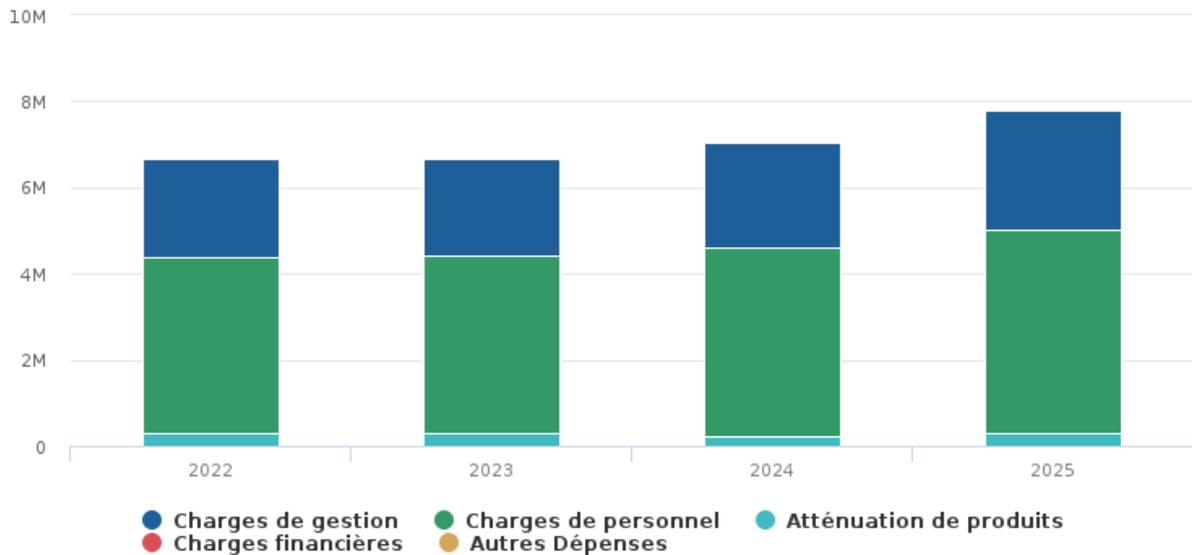
Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP
Dépenses réelles de fonctionnement rigides	65 %	66 %	65 %	64 %
Autres dépenses réelles de fonctionnement	34 %	33 %	34 %	35 %

3.5 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la commune de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2025 de 10,78 % par rapport à 2024.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la commune sur la période 2022 - 2025.

Synthèse des Dépenses Réelles de Fonctionnement

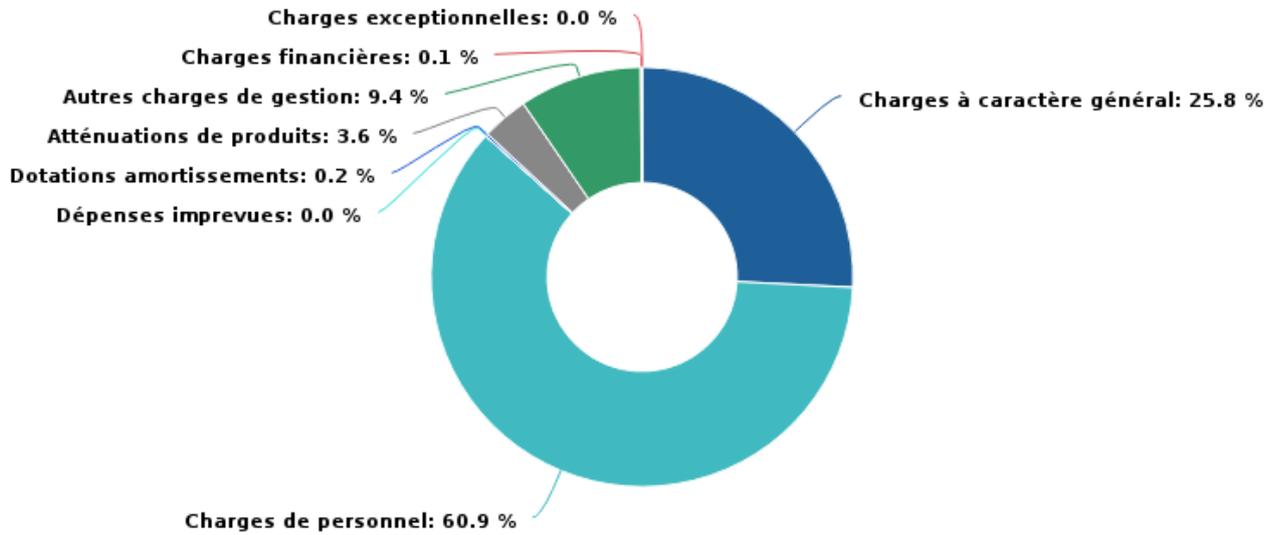


Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP	2024-2025 %
Charges de gestion	2 306 666 €	2 262 041 €	2 413 875 €	2 742 928 €	13,63 %
Charges de personnel	4 066 603 €	4 117 573 €	4 381 593 €	4 749 222 €	8,39 %
Atténuation de produits	306 022 €	292 053 €	222 989 €	277 303 €	24,36 %
Charges financières	2 908 €	3 998 €	7 601 €	7 601 €	0 %
Autres dépenses	6 472 €	1 174 €	7 974 €	15 000 €	88,11 %
Total Dépenses de fonctionnement	6 688 674 €	6 676 842 €	7 034 035 €	7 792 055 €	10,78 %
Évolution en %	- %	-0,18 %	5,35 %	10,78 %	-

3.6 La structure des dépenses de fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2025, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 7 792 055 €, soit 978,53 € par habitant. Ce ratio est supérieur à celui de 2024 (896,97 € / hab).

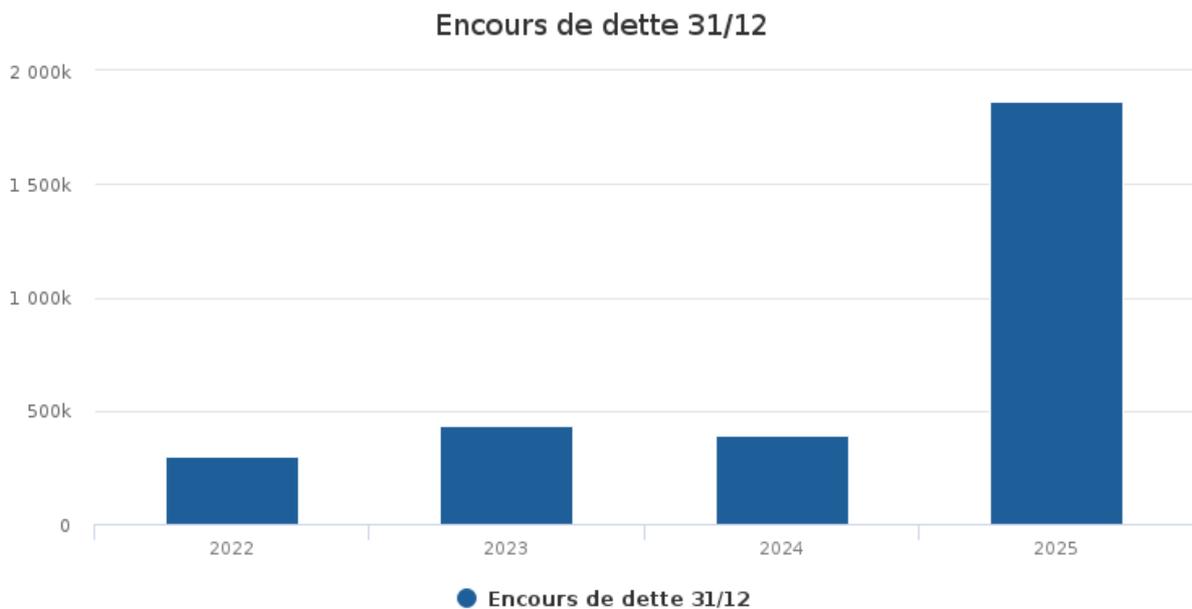
Structure des dépenses réelles de fonctionnement



4. L'endettement de la commune

4.1 L'évolution de l'encours de dette

Au 31/12/2024, l'encours de dette de la commune est de 392 652 €. Pour l'exercice 2025, elle disposera d'un encours de dette de 1 561 720 €, si emprunt nouveau contracté.



Les charges financières représenteront 0,1 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2025.

Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Emprunt Contracté	250 000 €	200 000 €	0 €	1 500 000 €	- %
Intérêt de la dette	3 164 €	3 671 €	7 707 €	7 707 €	0 %
Capital Remboursé	50 198 €	61 717 €	42 320 €	30 932 €	-24,32 %
Annuité	53 362 €	65 388 €	50 027 €	38 639 €	-20,61 %
Encours de dette au 31/12/N	296 689 €	434 972 €	392 652 €	1 861 720 €	374,14 %

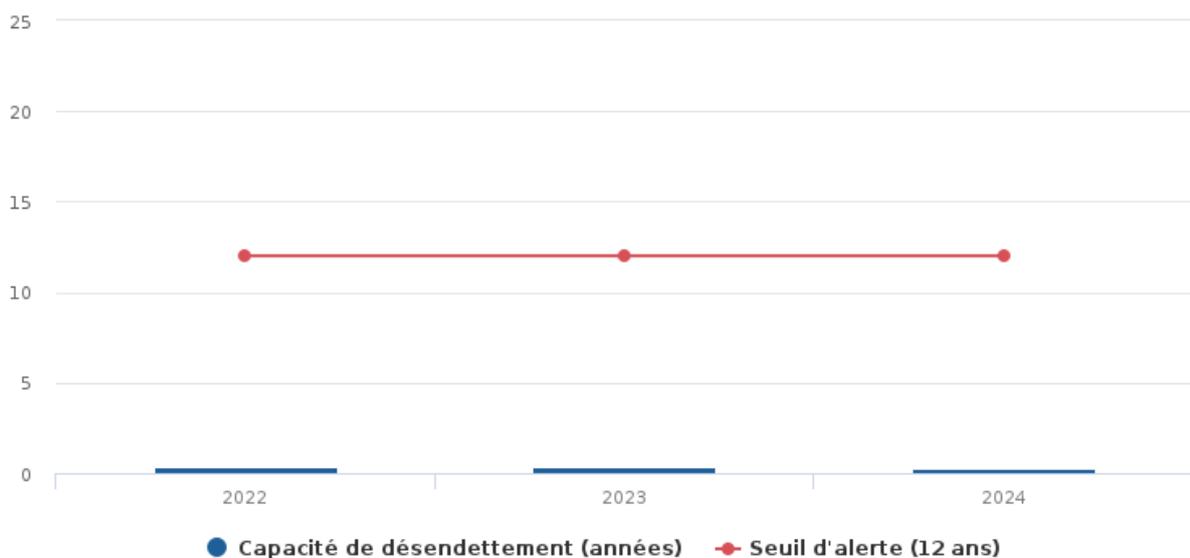
4.2 La solvabilité de la commune

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle y consacrait l'intégralité de l'épargne dégagée par sa section de fonctionnement.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la commune est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la commune, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situerait aux alentours de 4,5 années en 2023 (DGCL – Données DGFIP).

Capacité de désendettement de la collectivité



5. Les investissements de la commune

5.1 Les épargnes de la commune

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la commune

L'épargne brute correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle permet de financer :

- le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- l'autofinancement des investissements ;

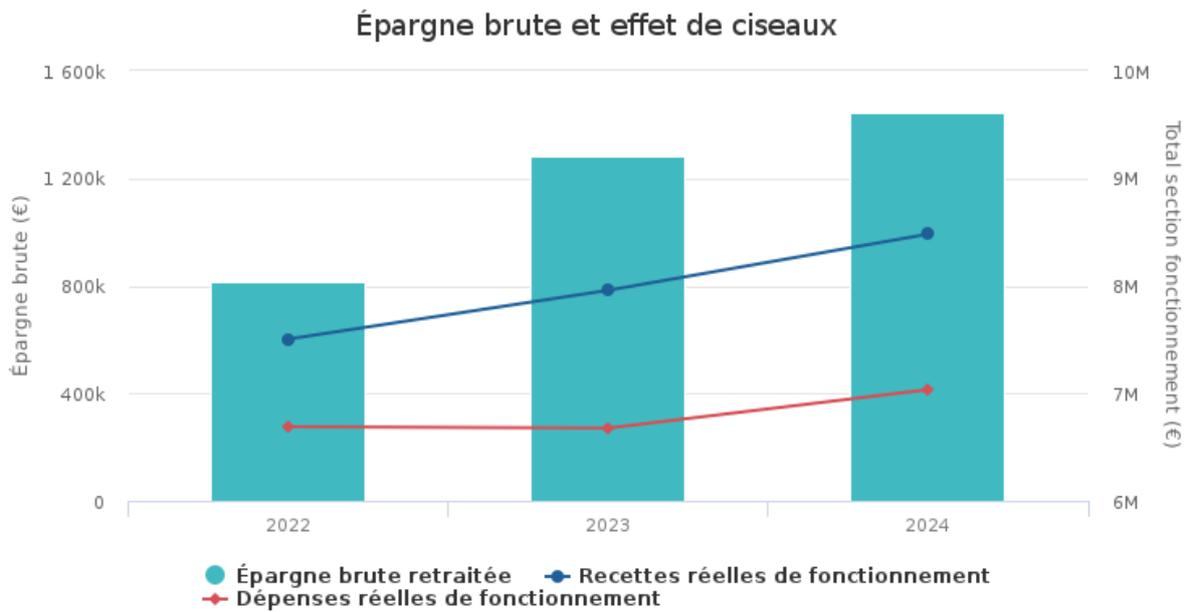
A noter qu'une collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser le capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Elle est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) après déduction du remboursement du capital de la dette de l'année en cours.

Année	2022	2023	2024	2023-2024 %
Recettes réelles de fonctionnement	7 705 836 €	7 969 907 €	8 486 439 €	6,48 %
<i>dont produits de cession</i>	200 648 €	11 325 €	5 469 €	-
Dépenses réelles de fonctionnement	6 688 674 €	6 676 842 €	7 034 035 €	5,35 %
<i>dont dépenses exceptionnelles</i>	2 255 €	1 006 €	1 230 €	-
Epargne brute	816 512 €	1 281 739 €	1 446 934 €	12,89%
Taux d'épargne brute %	10,88 %	16,11 %	17,06 %	-
Amortissement de la dette	50 198 €	61 717 €	42 320 €	-30,8%
Epargne nette	766 314 €	1 220 022 €	1 404 614 €	15,13%
Encours de dette	296 689 €	434 972 €	392 652 €	-9,73 %
Capacité de désendettement	0,36	0,34	0,27	-

Le montant d'épargne brute de la commune est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée. Il a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la commune et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent aux recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.



Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourra être alloué à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10 %, correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

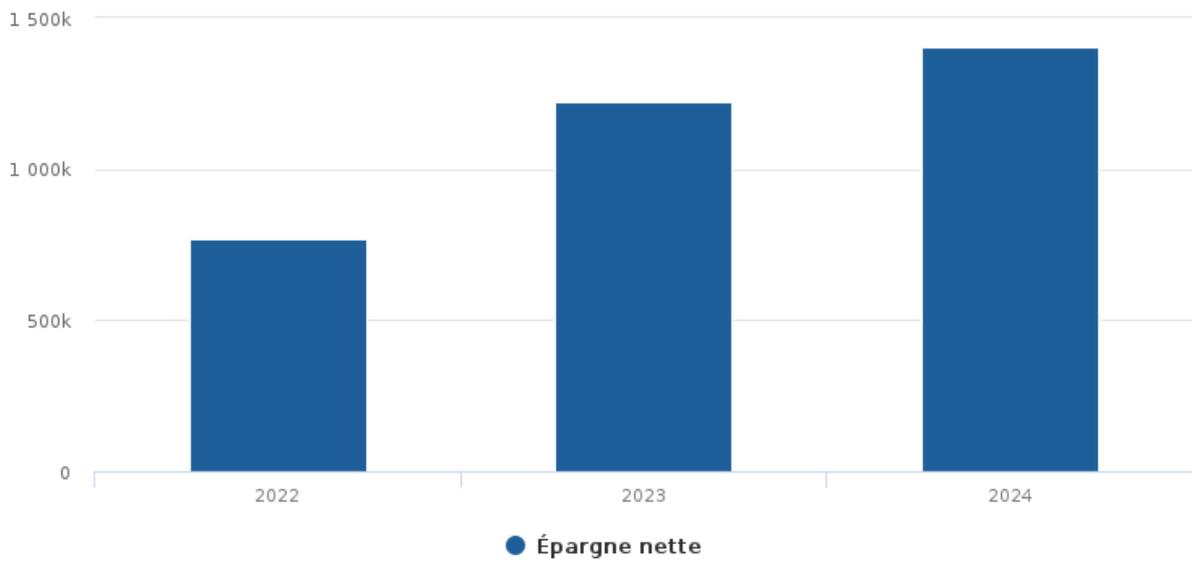
Le second seuil d'alerte (7 % des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 15,6 % en 2023 (DGCL – Données DGFIP).

Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



Épargne nette



5.2 Les dépenses d'équipement

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2024 additionné à d'autres projets à horizon 2025, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

Année	2024 CA	2025 BP
Immobilisations incorporelles	129 452 €	178 000 €
Immobilisations corporelles	343 450 €	1 469 321 €
Immobilisations en cours	1 188 €	2 450 957 €
Subvention d'équipement versées	585 754 €	661 000 €
Immobilisations reçues en affectation	0 €	0 €
Total dépenses d'équipement	1 059 844 €	4 759 278 €

Les perspectives d'investissement à horizon 2025 sont notamment :

- La rénovation thermique du groupe scolaire Champdoux avec le lancement des premières phases de travaux répartis entre 2025 et 2026 ;
- L'aménagement de l'accueil de la mairie dans le cadre de la création de l'agence postale communale ;
- L'extension et le réaménagement des services techniques ;
- La réhabilitation d'une maison d'habitation en pôle santé ;
- L'installation des selfs au groupe scolaire Champdoux et au Centre d'animation des Chênes.

5.3 Les besoins de financement pour l'année 2025

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la commune ces dernières années avec une projection jusqu'en 2025.

La ligne solde du tableau correspond à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses d'investissement de la commune (Restes à réaliser et report n-1 compris). Les restes à réaliser ne sont disponibles que pour l'année de préparation budgétaire, les années en rétrospective correspondent aux comptes administratifs de la commune.

Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP
Dépenses réelles (hors dette)	1 716 230 €	1 229 830 €	1 059 880 €	4 764 278 €
Remboursement de la dette	50 198 €	61 955 €	42 870 €	32 446 €
Dépenses d'ordre	21 626 €	32 093 €	51 394 €	57 107 €
Restes à réaliser	-	-	0 €	156 680 €
Dépenses d'investissement	1 788 054 €	1 323 878 €	1 154 144 €	5 010 511 €

Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP
Subvention d'investissement	116 966 €	178 827 €	497 659 €	739 750 €
FCTVA	62 553 €	159 311 €	96 844 €	60 000 €
Autres ressources	98 722 €	194 109 €	96 511 €	95 000 €
Recettes d'ordre	720 554 €	573 855 €	644 934 €	730 000 €
Emprunt	250 000 €	200 000 €	0 €	1 500 000 €
Autofinancement	0 €	0 €	0 €	1 710 333 €
Restes à réaliser	-	-	0 €	90 333 €
Recettes d'investissement	1 248 795 €	1 306 103 €	1 335 948 €	4 925 416 €
Résultat n-1	460 324 €	-78 934 €	-96 710 €	85 094 €
Solde	-78 935 €	-96 709 €	85 094 €	-1 €

6. Les ratios de la commune

L'article R.2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2022 à 2025.

Ratios / Année	2022 CA	2023 CA	2024 CA	2025 BP
1 - DRF € / hab.	859,73	853,71	896,97	978,53
2 - Fiscalité directe € / hab.	523,54	590,1	621,18	617,06
3 - RRF € / hab.	990,47	1 019,04	1 082,18	1 019,23
4 - Dépenses d'équipement € / hab.	220,59	157,16	135,15	597,67
5 - Dette / hab.	38,13	55,62	50,07	171,01
6 DGF / hab	153,73	157,29	160,67	158,8
7 - Dépenses de personnel / DRF	60,8 %	61,67 %	62,29 %	60,95 %
8 - CMPF	123,89 %	123,22 %	125,11 %	125,11 %
9 - DRF + Capital de la dette / RRF	87,45 %	84,55 %	83,39 %	96,41 %
10 - Dépenses d'équipement / RRF	22,27 %	15,42 %	12,49 %	58,64 %
11 - Encours de la dette /RRF	3,85 %	5,46 %	4,63 %	16,78 %

- DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement
- RRF = Recettes réelles de Fonctionnement
- POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes
- CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.

Commune en France	R1 €/h	R2 €/h	R2 bis €/h	R3 €/h	R4 €/h	R5 €/h	R6 €/h	R7 %	R9 %	R10 %	R11 %
Moins de 100 hab.	1063	414	429	1534	689	675	277	23	77	45	44
100 à 200 hab.	791	355	375	1087	471	607	212	28	81	43	56
200 à 500 hab.	685	353	368	900	351	525	171	35	85	39	58
500 à 2 000 hab.	722	394	455	912	342	587	161	44	87	37	64
2 000 à 3 500 hab.	835	467	580	1039	360	666	158	50	88	35	64
3 500 à 5 000 hab.	960	529	669	1179	380	726	160	53	88	32	62
5 000 à 10 000 hab.	1055	588	760	1270	363	782	157	56	90	29	62
10 000 à 20 000 hab.	1203	661	867	1415	364	820	175	59	91	26	58
20 000 à 50 000 hab.	1348	777	987	1562	367	990	200	60	93	24	63
50 000 à 100 000 hab.	1479	835	1095	1714	413	1347	216	60	94	24	79
100 000 hab. ou plus hors Paris	1280	802	928	1495	271	1070	217	58	94	18	72

Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour versements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv, données 2023)